



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mardi 20 octobre 2015 — N° 116**

*Treize heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

QUÉBEC



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage au jeune Malyk Bonnet pour son geste de bravoure.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Félicitations à Marc Lemay pour son intronisation au Temple de la renommée du cyclisme canadien.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à M. William Cameron.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Hommage au Centre de pédiatrie sociale de Lévis et à Mme Maude Julien.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Hommage à M. René Bureau.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *En appui à Parents jusqu'au bout.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Hommage à M. Antoine Suzor-Fortier, entrepreneur environnemental sacré coopérateur par excellence.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *L'agrotourisme.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner les 20 ans de vie active en politique municipale de John Miller, conseiller municipal de VMR.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Reconnaissance à l'entreprise Richard Poirier et Frères.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 27**  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
  
- 2) **Projet de loi n° 49**  
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
  
- 3) **Projet de loi n° 53**  
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56\*  
Loi sur la transparence en matière de lobbying  
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 57  
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 juin 2015**
- 6) Projet de loi n° 59  
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes  
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **24 septembre 2015**
- 7) Projet de loi n° 62  
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes  
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

*Étude détaillée en commission*

- 8) Projet de loi n° 20  
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015  
Principe adopté le **20 mai 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 9) Projet de loi n° 39  
Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le 14 mai 2015  
Principe adopté le **7 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 44  
Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme  
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le 5 mai 2015  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 15 septembre 2015  
Principe adopté le **23 septembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 11) Projet de loi n° 51  
Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives  
Présenté par le ministre de la Justice le 3 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015  
Principe adopté le **29 septembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12) Projet de loi n° 54  
Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal  
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 juin 2015  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 7 octobre 2015  
Principe adopté le **8 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 13)** Projet de loi n° 55  
Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière  
Présenté par le ministre délégué aux Mines le 11 juin 2015  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 15 septembre 2015  
Principe adopté le 17 septembre 2015  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles déposé le **1<sup>er</sup> octobre 2015**

*Adoption*

- 14)** Projet de loi n° 13  
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales  
Présenté par le ministre des Finances le 4 décembre 2014  
Principe adopté le 19 mai 2015  
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **7 octobre 2015**

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 15)** Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 16)** Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 18)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 19)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 20)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 21)** Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 22)** Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 23)** Projet de loi n° 392  
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre  
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 24)** Projet de loi n° 393  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le 4 décembre 2014  
Reprise du débat ajourné le **11 juin 2015**
- 25)** Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

- 26) Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 27) Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 28) Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 29) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 30) Projet de loi n° 399  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 31) Projet de loi n° 490  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 32) Projet de loi n° 494  
Loi sur la protection des contribuables  
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

*Étude détaillée en commission*

- 33) Projet de loi n° 492  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés  
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015  
Principe adopté le 4 juin 2015  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

**34) Projet de loi n° 204**

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**35) Projet de loi n° 209**

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**36) Projet de loi n° 210**

Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec

Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le **16 septembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

### **IV. Motions du gouvernement**

### **V. Crédits budgétaires**

### **VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Projet de loi n° 48

Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Adopté le **8 octobre 2015**

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)**

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

## COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

### **Mandat réglementaire**

- Audition portant sur la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère du Conseil exécutif.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur l'indemnisation et la réadaptation des travailleurs ayant subi une lésion professionnelle.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Audition sur le chapitre 3 du commissaire au développement durable du printemps 2015 portant sur l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation de barrages.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers de la Commission de la fonction publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

## COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 54**, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal (mandat confié le 8 octobre 2015).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

### **Mandat d'initiative**

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

### **COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec (mandat confié le 16 septembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

### **COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION**

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 57**, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (mandat confié le 6 octobre 2015).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 7 octobre 2015).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- Du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : *La gestion gouvernementale des projets informatiques* (avis donné le 8 octobre 2015).

### **Mandat d'initiative**

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 51**, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives (mandat confié le 29 septembre 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

### **COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

### **COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 20 mai 2015).
- **Projet de loi n° 44**, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme (mandat confié le 23 septembre 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- Document de consultation intitulé *Cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre du Québec pour 2030* (mandat confié le 22 septembre 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 95) M. Bonnardel (Granby) – **20 octobre 2015**  
Au ministre du Travail

Conformément à la Loi sur les décrets de convention collective, les entreprises en entretien d'édifices publics doivent respecter le décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics dont l'application est assurée par le Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics.

Il s'avère que pour pouvoir soumissionner sur des contrats gouvernementaux, une entreprise en entretien d'édifices publics doit être incorporée. Or, comme c'est souvent le cas pour les petites entreprises, les actionnaires de ces entreprises travaillent aux opérations. Selon le Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, ils deviennent donc de simples employés salariés et sont, par conséquent, assujettis au décret.

Une compagnie d'entretien de ma circonscription a été mise à l'amende par le Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics parce que les propriétaires de l'entreprise n'avaient pas, conformément à l'article 8 du décret, reçu leurs paies de vacances, soit 6 % de leurs gains. Or, comme ils sont les seuls employés de l'entreprise, ils ont choisi, pour des raisons économiques et pratiques, de ne pas prendre de vacances.

En plus d'être forcée à verser les paies de vacances aux deux actionnaires, la compagnie s'est vue imposer des frais de réclamations représentant 20 % des montants versés.

Est-ce vraiment dans l'esprit de la loi que d'appliquer ces règles aux propriétaires travaillant dans leurs propres entreprises? Le ministre est-il au fait de cette situation et est-il en accord avec?

96) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

La phase 2 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées devait être lancée en juin 2014, mais elle se fait toujours attendre. Une des mesures prévues dans la phase 1 de la Stratégie était le rehaussement du financement de la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT – action 44), qui facilite l'embauche et le maintien d'une personne handicapée dans un milieu de travail standard et favorise l'égalité d'accès au marché du travail pour les personnes handicapées.

Rappelons que le programme 1 du MESS, duquel provient le financement de cette stratégie, a été amputé de plus de 17 M\$ en 2014-2015 et de 12,8 M\$ en 2015-2016. En réponse à une question posée le 16 septembre 2014, le ministre a été incapable de confirmer que les contrats d'intégration au travail feraient partie des mesures reconduites dans la phase 2 de la Stratégie. Il a également été incapable de préciser l'échéancier qu'il s'est fixé. Nous lui avons donc reposé la question le 26 février 2015. Le ministre nous a alors indiqué que l'échéancier de la phase 2 de la Stratégie était en révision. Dix-huit mois plus tard, nous attendons toujours des réponses.

Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie?

Peut-il confirmer que les CIT feront partie des mesures de la phase 2 de la Stratégie et qu'ils seront financés de manière à permettre à davantage de personnes d'en bénéficier?

97) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Le 16 septembre 2014, nous avons questionné la ministre sur le rapport du Protecteur du citoyen portant sur la contribution financière au placement (publié en 2013). Nous lui avons notamment demandé de nous indiquer quel était l'échéancier qu'elle s'était fixé pour mettre en place l'ensemble de ces recommandations. En réponse à nos questions sur l'état d'avancement des travaux, le 6 octobre 2014, la ministre a reconnu le caractère inéquitable des dispositions réglementaires actuelles relativement à la contribution financière au placement d'enfants mineurs. Elle a mentionné son intention de revoir le Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1), ainsi que de mettre sur pied un groupe de travail pour préparer un plan d'action permettant de donner suite au rapport du Protecteur du citoyen.

Est-il toujours dans l'intention de la ministre de revoir ce règlement?

Si oui, quel est son échéancier?

À quel moment le nouveau règlement sera-t-il en vigueur?

Combien de rencontres a tenues le groupe de travail mis en place par la ministre?

Nous souhaitons obtenir copie du plan d'action élaboré par ce dernier.

Lors d'une relance de notre part le 26 février 2015 quant à l'avancement de ces travaux, la ministre nous a indiqué, le 2 avril suivant, que :

« La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à des lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.

Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux le 16 octobre 2015. Ainsi, le MSSS verra à transmettre un tableau de suivi mis à jour et à planifier une nouvelle rencontre. »

De telles consultations avec d'autres ministères ont-elles eu lieu?  
Si oui, avec quel(s) ministère(s)?  
Qu'en est-il ressorti?  
Quel est l'échéancier du gouvernement quant à la modification d'autres lois?  
Nous souhaitons obtenir copie du tableau de suivi préparé à la demande du  
Protecteur du citoyen et mis à jour.

La ministre a également indiqué que :

« L'ensemble des travaux définissant les orientations permettant de donner suite  
aux recommandations du Protecteur du citoyen seraient complétés au cours de  
l'été 2015. Le gouvernement proposera par la suite des modifications  
législatives et réglementaires nécessaires. »

Ces travaux sont-ils terminés, tel que cela était prévu?

Quand seront présentés aux membres de l'Assemblée nationale les changements  
législatifs et réglementaires requis?

Le Règlement date d'il y a 30 ans. Quand les parents concernés verront-ils enfin  
le nouveau règlement?

98) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la  
Santé publique

En décembre 2014, la ministre rendait public un rapport intitulé Les activités  
socioprofessionnelles et communautaires : État de la situation et actions  
convenues pour l'amélioration des services. Ce rapport dressait un portrait des  
différents services offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle, un  
trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou une déficience physique à la fin de leur  
scolarisation, et soulevait des enjeux préoccupants au regard de leur intégration  
sociale et professionnelle. Le rapport présentait les 14 actions suivantes afin  
d'améliorer la situation de ces jeunes de 21 ans et plus :

« 1. Mettre en place un comité interministériel. Ce comité est composé du  
MSSS, du MELs et du MESS, auxquels se joindront au besoin le MTQ et le  
MF. Il sera coordonné par le MSSS. Il a comme mandat de soutenir le  
développement et la consolidation d'une vision commune entre les ministères,  
d'assurer le suivi des travaux, de convenir de la manière dont seront traitées les  
autres préoccupations soulevées, de discuter des difficultés qui pourraient  
survenir dans le cadre des travaux et de veiller à l'évaluation des interventions  
en vue de développer l'expertise et d'ajuster les pratiques au besoin.

2. Soutenir le développement d'une vision commune, en rédigeant un document qui décrit et explique les trajectoires possibles selon les projets de vie des personnes afin de présenter cette compréhension aux différents réseaux.

3. Diffuser le document sur les trajectoires dans chacun des réseaux.

4. Concevoir un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active en se donnant une vision commune, en s'appuyant sur les principes directeurs favorisant une transition de qualité, en s'assurant de l'engagement de tous les acteurs, en déterminant les rôles et les responsabilités de chacun et en soutenant, le cas échéant, le développement d'un outil commun.

4.1 Diffuser le guide au sein des différents réseaux.

4.2 Déterminer les modalités de suivi de la mise en œuvre de la démarche de la transition de l'école vers la vie active.

5. Prendre des mesures afin d'éviter que des jeunes ayant une déficience dont la scolarisation se termine en juin 2015 ne se retrouvent sans un réseau de soutien, particulièrement ceux demandant un encadrement quotidien.

5.1 Convenir des modalités de transmission de l'information et les communiquer aux réseaux de l'éducation et à celui de la santé et des services sociaux.

5.2 Référer régionalement ou localement les élèves demandant un encadrement quotidien.

6. Préciser les orientations et clarifier les rôles et responsabilités à l'égard des activités de jour.

6.1 Déterminer les lignes directrices devant encadrer l'offre de service concernant les activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux.

6.2 Élaborer un cadre régional d'organisation des services d'activités de jour.

6.3 Établir un plan de mise en œuvre de la nouvelle organisation des services, en évitant les ruptures de services.

6.4 Établir les mécanismes de suivi et de reddition de compte aux différents paliers de gestion.

7. Examiner les besoins en matière de conciliation travail-famille des familles qui doivent composer avec la présence d'un adulte handicapé n'ayant pas l'autonomie nécessaire pour demeurer seul à la maison.

8. Dans le contexte de renouvellement du programme d'études Intégration sociale à la formation générale des adultes, expérimenter et documenter une approche partenariale d'engagement entre les organismes du réseau du MELs, du MESS et du MSSS, pour soutenir la réalisation du projet de vie de l'adulte et sa participation sociale.

9. Promouvoir auprès des ministères partenaires les services d'éducation populaire inscrits au régime pédagogique de la formation des adultes.

10. Dans le cadre de la nouvelle Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique, renforcer le soutien aux organisations offrant des services adaptés aux personnes handicapées et soutenir les actions concertées qui favorisent l'adoption et le maintien d'un mode de vie physiquement actif auprès de ces personnes.

11. Élaborer et mettre en œuvre un cadre de référence national MESS-MSSS orientant la conclusion d'ententes de services locales et régionales entre les établissements et organismes des deux réseaux. Ce cadre permettra de clarifier l'offre de service du MESS et du MSSS, de préciser les rôles et responsabilités des établissements et organismes impliqués dans les deux réseaux en matière d'accueil, d'évaluation, de référence d'un réseau à l'autre, de suivi, d'accompagnement et d'interventions conjointes auprès des personnes ayant une déficience.

12. Soutenir l'amélioration des services de transport, notamment en milieu rural, par une meilleure coordination des services à l'échelle de la région et la mise en place d'interconnexions entre les services contigus.

13. Améliorer l'accès aux activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux et en assurer le suivi.

14. Poursuivre l'amélioration de l'arrimage des services et mesures du MSSS et du MESS dans le cadre et à la suite des travaux qui seront effectués. »

Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre de chacune de ces recommandations?

Quel échéancier se donne la ministre pour compléter l'application de chacune?

Combien de rencontres du comité interministériel ont eu lieu depuis sa mise sur pied?

Quelles sommes ont été octroyées afin de mettre en œuvre ces recommandations?

- 99) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**  
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Nous avons récemment interpellé le gouvernement à propos de cas d'élèves à besoins particuliers qui se retrouvent sans services à l'école. Une entente de complémentarité existe entre le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé mais, dans les faits, elle n'est que très peu appliquée par manque de ressources et parce que plusieurs intervenants ignorent jusqu'à son existence.

Il est néanmoins nécessaire et urgent qu'on applique véritablement l'entente de complémentarité entre les deux ministères afin de soutenir adéquatement nos enfants en difficulté, et que ces derniers puissent recevoir, au moment opportun, les services que requiert leur situation.

Pour chacune des régions, dans combien de cas l'entente MELSS-MSSS a-t-elle été appliquée au cours des cinq dernières années?

Combien de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels ont été élaborés au cours de la dernière année? Au cours des cinq années précédentes?

Quel est le taux de respect et d'application de ces plans?

Combien de rencontres ont eu lieu pour chacune des tables régionales MELSS-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun, au cours de la dernière année?

## Partie 6

### **PRÉAVIS**

#### **I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

## **II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa)** Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique – *ministre du Tourisme*.
- bb)** Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives – *députée de Taillon*.
- cc)** Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte – *députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques*.